

Philippe Van Parijs

Trois bribes de sagesse à l'usage de dix-huit Sages

Le Soir, 12 janvier 2008, p.20

Guy Verhofstadt a déblayé le terrain. Dans sa foulée, dix-huit Sages sont chargés de nous préparer une grande réforme de l'Etat. Très bien. La Belgique en a besoin. De sagesse aussi d'ailleurs. Pour quoi faire ?

D'abord pour épargner à nos autorités fédérales de se retrouver coincées, après chaque élection fédérale future, dans une paralysie encore plus pénible que celle dont elles ne se sont pas encore extirpées aujourd'hui. Comment ? En créant à la Chambre une circonscription électorale fédérale. L'idée semblait farfelue il y a un an. La crise post-électorale la plus longue de notre histoire l'a transformée en évidence. Rien de tel, pour discréditer la politique, qu'un système électoral comme le nôtre qui force à la surenchère communautaire avant les élections puis contraint ceux qui les gagnent à manger leurs promesses pour pouvoir former un gouvernement. Pour mettre fin à cette perversité, la création d'une circonscription fédérale ne sera pas suffisante, mais elle est indispensable.

Même ceux qui veulent étendre considérablement les compétences des Régions doivent maintenant avoir compris que leurs objectifs seront mieux servis par un système incitant à élaborer et défendre avant les élections des réformes profitant aux populations de l'ensemble des trois Régions. Pas étonnant dès lors qu'éditorialistes et politiques de tous bords se soient ralliés de plus en plus ouvertement à l'idée d'une circonscription fédérale. Avec la note Verhofstadt, l'idée est officiellement sur la table. Mais elle figurait déjà, paraît-il, dans la dernière note d'Yves Leterme. L'omettre de ce qui sera incessamment soumis aux Sages ne serait pas seulement de l'inconscience. Ce serait de la provocation.

Une fois le principe acquis, il importe de veiller aux détails. Mal conçue, une circonscription fédérale pourrait s'avérer sans effet, voire contreproductive. Le groupe Pavia a élaboré une proposition précise, présentée et motivée sur son site (www.paviagroup.be). Il n'a pas voulu tableur sur une réforme du Sénat. C'est pourquoi il y est question de 15 députés sur 150. Mais si, comme il est hautement souhaitable, on supprime les sénateurs élus directs, il n'y a pas d'objection — au contraire — à coupler la création de la circonscription fédérale avec une augmentation du nombre de députés, par exemple 33 comme dans la note Verhofstadt. En revanche, pour éviter que les élections ne dégénèrent en recensement linguistique, il importe de fixer préalablement la proportion des élus des deux groupes linguistiques : pour que les électeurs puissent se concentrer sur la question de savoir à qui ils font confiance pour diriger le pays, ils doivent être assurés de la représentation de leur communauté.

Si nos Sages réussissent cette réforme électorale, ils auront mérité une place respectée dans l'histoire des Etats fédéraux. Mais leur sagesse ne peut s'arrêter là. Elle doit aussi leur permettre de régler le problème de BHV. Comment ? En scindant

l'arrondissement électoral sans compensation compliquée, mais dans le cadre d'un règlement définitif, réaliste et équitable du contentieux linguistique dans la périphérie bruxelloise. Sur ce point, la note Verhofstadt manque d'audace et ne fait que reporter le problème. Fondamentalement, il s'agit pour les francophones de cesser de considérer le Brabant flamand comme une réserve d'expansion coloniale pour ceux qui se sentent à l'étroit dans les frontières de Bruxelles-capitale.

Coloniale ? Oui, coloniale, car ce qui distingue le colon de l'immigrant, c'est précisément qu'il estime en dessous de sa dignité d'adopter la langue locale, et naturel au contraire que la population locale s'ajuste à la sienne. L'imposition de la langue de la Région comme langue administrative et d'enseignement n'est pas l'expression d'un risible droit du sol, ni une exigence d'homogénéité ethnique mal camouflée. C'est le corrélat indispensable du respect mutuel dans un contexte de bilinguisme fortement asymétrique comme le nôtre. Indicible pour des francophones ? Plus maintenant. En témoignent par exemple les interventions récentes de Christian Maroy (*La Libre* 26/11/07), Vincent Yzerbyt (*Le Soir*, 4/12/07) et Michel Graindorge (*La Libre*, 24/12/07), qui tranchent agréablement sur la pensée unique qui a trop longtemps inhibé tout effort francophone pour comprendre le ressentiment flamand.

Que faire concrètement ? Scinder BHV ne suffira pas. Il faut aussi en finir avec les facilités permanentes, dans le cadre d'un nouveau compromis réaliste et équilibré. Celui que je propose avec Etienne Vermeersch ((*De Standaard*, 13/11/07)) consiste à rattacher à la Région bilingue de Bruxelles-Capitale les quatre plus petites des six communes à facilités de la périphérie bruxelloise, tout en programmant l'extinction graduelle des facilités dans les deux autres, dans le respect des droits acquis pour les habitants actuels, mais sans les étendre aux nouveaux nés ni aux nouveaux arrivants.

Les responsables politiques que l'on retiendra pour leur intelligence et leur courage ne seront pas ceux qui continueront à vociférer « Pas un pouce du sol flamand » ou « Corridor, corridor ! », mais ceux qui trouveront la force de convaincre leurs troupes d'accepter un compromis certes toujours partiellement arbitraire, mais honorable pour les deux parties. La scission de BHV et la fin des facilités seront un jour saluées comme aussi bénéfiques à chacune des trois Régions que le fut l'expulsion de l'UCL.

Reste alors, troisièmement, le plus compliqué : restructurer les compétences entre l'Etat fédéral et les entités fédérées, de manière à rendre les trois Régions plus autonomes et plus responsables sans qu'aucune des trois n'en pâtisse. Ce n'est pas le confédéralisme au sens classique, dont l'instabilité et la paralysie congénitales expliquent la réputation détestable que l'histoire lui a légitimement faite. C'est le « confédéralisme » au sens où l'entend (entre autres) le CD&V. Il consiste à concilier le maintien d'une solidarité interpersonnelle forte au niveau fédéral avec la possibilité, pour chacune des trois Régions, d'aller de l'avant avec plus de finesse, de dynamisme et d'inventivité tout en assumant les conséquences bonnes et mauvaises des politiques qu'elles choisissent de mener.

Au contraire du confédéralisme au sens strict, ce « confédéralisme » n'a rien d'idiot : pourquoi la politique à mener en Wallonie serait-elle nécessairement mieux choisie si Flamands et Bruxellois s'en mêlent au même titre que les Wallons ? Mais

d'innombrables interdépendances, en particulier du fait du rôle de Bruxelles, impliquent hélas que la subsidiarité bien comprise, le *goed bestuur*, impose de fortes limites à une régionalisation prononcée.

D'où la complexité de ce troisième volet, et une évidence : la sagesse, ici, enjoint la modestie : les Sages pourront s'estimer satisfaits s'ils mettent sérieusement en chantier une réforme en profondeur qui prendra des années, et à laquelle — pour éviter des bourdes irréparables — partenaires sociaux et universitaires devront être associés autrement que comme *sherpas* des partis.

J'espère que cette réforme ne se laissera pas longtemps guider par la vaine quête de « paquets homogènes de compétences », dont la régionalisation serait ultérieurement corrigée par un fatras d'accords de coopération. Qu'elle s'inspire plutôt de la métaphore du cappuccino : le fédéral fournit le café, et les Régions ou d'autres niveaux plus décentralisés encore, y ajoutent à leur guise et à leurs frais la crème et le cacao. Ce modèle est compatible, par exemple, avec ce que suggèrent Guy Verhofstadt et Philippe Moureaux en matière d'allocations familiales : au delà d'une base fédérale simple et forte, qu'on laisse aux Régions la liberté d'instaurer des compléments, mettons, pour le premier enfant ou les familles nombreuses. Mais dans ce domaine comme dans d'autres, de grâce qu'on profite de la réforme de l'Etat pour faire de nos politiques à tous les niveaux des instruments plus efficaces face aux défis de la pauvreté et de la précarité, de la mondialisation et du vieillissement.

Nos Sages ont donc bien du pain sur la planche. Mais quel fabuleux défi : faire fonctionner dans le respect et la solidarité, une démocratie fédérale abritant irréversiblement deux opinions publiques distinctes — et accueillant de plus la capitale d'une Union européenne supposée fonctionner pour sa part avec une trentaine d'opinions publiques séparées. Cela vaudra bien quelques mois, quelques années de palabres supplémentaires. Bonne chance, chers Sages. Et merci d'avance.

Philippe Van Parijs
Philosophe (UCL & Harvard)